

La commémoration du centenaire du génocide arménien à Istanbul.

Une observation



Par Stéfanie Prezioso, Professeure à l'Université de Lausanne

En 2004, le sociologue et historien turc Taner Akçam prônait la création d'un « nouvel espace politique et culturel » de dialogue et d'interactions entre les communautés arméniennes et turques, seul capable de suturer les « plaies encore ouvertes » du génocide arménien¹. Depuis 2008, après l'assassinat en janvier 2007 de Hrant Dink, rédacteur en chef d'*Agos*, journal bilingue arménien et turc, c'est à la création de cet espace qu'une série d'organisations et d'associations issues de la société civile ont œuvré activement. L'électrochoc provoqué par la mort brutale de celui qui se définissait comme un « Arménien de Turquie » avait secoué le pays tant et si bien que certains ont pu parler de véritable « tournant » dans la prise de conscience de la société civile turque ; en témoignent les dizaines de milliers de personnes venues accompagner le cercueil en scandant sur plus de 4 kilomètres : « Nous sommes tous Hrant Dink ! Nous sommes tous des Arméniens »². Hrant Dink avait en effet réussi à imposer la question du génocide arménien et à en faire le

¹ Taner Akçam, *From Empire to Republic. Turkish nationalism and the armenian genocide*, London, New York, ZedBook, 2004, p. 251.

² Alexandre Toumarkine, interview de Benjamin Gilles, « La Turquie d'aujourd'hui et la Grande Guerre », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°113-114, 2014, p. 32-41 ; ainsi que Vicken Cheterian, *Open Wounds. Armenians, Turks and a Century of Genocide*, London, Hurst&Co, 2015, p. 9.

cœur d'un débat pour la justice et la démocratisation du pays, dans un espace public turc voué au mieux au « silence », au pire au « négationnisme ».

Depuis plus de cinq ans, la bataille pour la reconnaissance du génocide arménien passe tous les 24 avril, date anniversaire du début des déportations, par le rassemblement de centaines puis de milliers de personnes sur la place Taksim à Istanbul. La pétition lancée par le site *Remember*, en collaboration avec DurDe (*Dis stop !*, association née à la suite de l'assassinat de Hrant Dink, et qui cherche depuis lors à faire le lien entre reconnaissance du génocide et lutte contre les discriminations et toutes les formes de racisme présentes aujourd'hui dans la société turque), l'EGAM (European Grassroots Antiracist Movement) et AGBU Europe (Armenian General Benevolent Union) rend compte ainsi de ces efforts :

Une partie de la société civile turque organise avec courage la commémoration du génocide arménien. Un cercle vertueux de vérité et de justice s'est graduellement amplifié pour rassembler toujours plus d'individus, unis dans une émouvante démonstration d'humanité pour faire face au discours officiel négationniste.

Parce que

Combattre le négationnisme, c'est tenter d'apaiser la vivacité du traumatisme transmis dans les communautés arméniennes d'une génération à l'autre. C'est se battre contre le racisme, pour une société plus égale et plus juste. C'est offrir aux nouvelles générations la possibilité de se projeter ensemble vers l'avenir. C'est enfin une démarche pour la démocratie³.

Cette année plus que jamais le centenaire s'offrait comme l'occasion de réitérer l'importance de la remémoration au sens benjaminien du terme, face à l'oubli « à l'ignorance, à l'apathie, au fatalisme et au refoulement »⁴. La commémoration était ainsi placée sous le signe de la lutte contre la « destitution du fait »⁵. Mais aussi et surtout elle posait crûment la question des enjeux politiques actuels de sa reconnaissance dans le cadre de la société turque dans son ensemble mais aussi

³ « Turcs, Arméniens et Européens, commémorons, ensemble et en Turquie, le génocide arménien », <http://www.remember24april1915.eu/>

⁴ Taner Akçam, *From Empire to Republic*, p. 227.

⁵ Marc Nichanian, *La perversion historiographique*, Paris, Lignes, 2006, p. 29

du gouvernement d'Ankara⁶.

Affronter le passé

Entre 1,2 et 2 millions d'Arméniens vivaient dispersés dans l'Empire ottoman en 1912, ils ne sont plus que 60 000 aujourd'hui, majoritairement concentrés dans la ville des bords du Bosphore. Nous le savons, ces massacres ont bel et bien été l'aboutissement d'une « politique délibérée », visant à « “turquiser” l'espace » et à créer un « ensemble homogène nationalement et religieusement ».⁷ Pourtant, à partir de 1923, la Turquie kémaliste récite une version officielle qui n'a pas changé depuis, imputant aux « rigueurs » de la guerre, aux « épidémies » et aux « violences isolées » l'« hécatombe » des Arméniens durant la guerre⁸.

Les Arméniens n'avaient commis qu'une “faute”, écrit Yves Ternon à ce propos : ne pas être turcs et musulmans dans un pays destiné à n'être habité que par des Turcs. Il était inutile de les haïr, encore moins de les démoniser : leur statut suffisait à les identifier. C'est la même « faute » qui fut reprochée plus tard aux Kurdes qui perdirent en Turquie leur identité et devinrent des « Turcs montagnards » afin que soit respectée la fiction de l'unicité ethnique.⁹

Depuis un peu moins d'un siècle, la Turquie officielle s'emploie à « tuer la mort », comme l'écrivait il y a quelques années déjà Marc Nichanian ; la « machine génocidaire » fonctionnant comme une « machine de dénégation »¹⁰. A cela s'est ajouté tout au long du siècle écoulé l'effacement même des traces visibles laissées par les Arméniens sur le territoire turc, de leur patrimoine monumental ; lieux de cultes et monastères notamment ont été rasés au sol, d'autres disparaissent « victimes d'intempéries ou de malveillance » (des 2500 églises, il n'en reste plus

⁶ Boris Adjemian, « Un génocide dans l'amphithéâtre. Quelques impressions sur le centenaire de 1915 à la veille du 24 avril », Observatoire du centenaire-Paris Sorbonne (https://www.univ-paris1.fr/fileadmin/IGPS/Adj%C3%A9mian_-_g%C3%A9nocide_amphith%C3%A9%C3%A2tre.pdf) ‘Vicken Cheterian, « Armenian genocide, a century on », *opendemocracy.net*, 18 mars 2015.

⁷ Notamment Hans Lukas Kieser, « les racines du génocide arménien », *Orient XXI*, 24 avril 2015, (<http://orientxxi.info/>); mais aussi Hans Lukas Kieser, Donald Bloxham, « Genocide », in Jay Winter (ed.), *The Cambridge history of the First World War. Vol. 1 Global War*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 585-614.

⁸ Jean Batou, « Cent ans après : les enjeux de la reconnaissance du génocide arménien », *Contretemps* (<http://www.contretemps.eu/>)

⁹ Yves Ternon, « Préface », in Leslie A. Davis, *La province de la mort. Archives américaines concernant le génocide des Arméniens (1915)*, Bruxelles, Complexe, 1994, p. 20.

¹⁰ Marc Nichanian, *La perversion historiographique*, p. 50 et p. 96-97

que 500)¹¹.

Les commémorations du centenaire « de ce dont on ne peut pas parler » ont ainsi eu pour but premier la monstration de la « réalité du fait »¹². Elles ont commencé le 24 avril à 10h00 du matin au N°87 de la rue Cumhuriyet caddesi dans le quartier Elmadag à Istanbul, devant la demeure de deux intellectuels, Komitas et Avedis Nakkaşyan, arrêtés chez eux le dimanche 24 avril 1915 et déportés. Tatlios Ozbebek, l'un des organisateurs du rassemblement, a ainsi souligné le sens d'être là devant cette maison où deux plaques commémoratives ont été apposées : « Nous déclarons, a-t-il affirmé, que notre peine ne sera soulagée que lorsque la société dans son ensemble aura affronté l'histoire »¹³ [Photos ci-dessous].



¹¹ Raymond H. Kévorkian, « Un bref tour d'horizon des recherches historiques sur le génocide des Arméniens : sources, méthodes, acquis et perspective », *Etudes arméniennes contemporaines*, n°1, 2013, p. 71 ; Vicken Cheterian, « Armenian genocide a century on », art. cit.

¹² Marc Nichanian, *La perversion historiographique*.

¹³ Une partie de son discours se trouve in <http://armeniangenocide100.org/>

Etrange sensation de se retrouver là, sur un tout petit morceau de trottoir donnant sur une rue à forte densité de circulation qui coupe de fait en deux le rassemblement [Photos ci-dessous].



Il est en effet pratiquement impossible de se tenir debout devant la pharmacie, et difficile de voir ce qui s'y déroule. Combien sommes-nous ? Sans doute plus d'une centaine [Photos ci-dessous].



Rien bien sûr n'a été mis en œuvre pour faciliter le travail de remémoration des manifestants rassemblés à cette occasion, parmi eux des représentants de la diaspora arménienne, des militants turcs, arméniens et kurdes (on reconnaît Fahriye Çetin, l'avocate de la famille de Hrant Dink) et des délégations étrangères de mouvements, partis politiques et associations, notamment des rescapés du génocide rwandais. Le setting imposé traduit la volonté affichée des autorités turques de masquer, dissimuler à l'attention et au regard, la commémoration du génocide ; n'avaient-elles pas décidé d'organiser le jour même la cérémonie internationale pour la bataille des Dardanelles, l'avancant d'un jour et prenant soin d'y inviter tous les chefs d'Etats¹⁴ ? N'ont-elles pas de fait déclaré ainsi à la communauté internationale qu'elles rangeaient toujours le génocide arménien dans la catégorie des « non-événements »¹⁵ ?

Ce qui frappe le plus dans ce rassemblement, qui pourrait sembler improvisé au passant inattentif, c'est le surgissement, au-dessus des centaines de têtes réunies ici, des portraits des victimes arméniennes, celles du génocide bien sûr ; mais on y voit aussi les portraits du journaliste Hrant Dink et du jeune soldat Sevag Şahin Balıkcı tué par un ultra-nationaliste turc le 24 avril 2011 [Photo ci-dessous].



¹⁴ Pierre Hamdi, « Commémorations du génocide arménien à Istanbul : exiger le passé pour permettre l'avenir », *Le journal international*, 25 avril 2015 (<http://www.lejournalinternational.fr/>)

¹⁵ Taner Akçam, *From Empire to Republic*, p. 60.

Brandis envers et contre tous, ces portraits sont le témoignage de l' « événement » célébré sans témoins, d'Istanbul à Paris où des scènes identiques ont lieu. « Ceux qui ont été rayés des registres » deviennent « maintenant des étendards »¹⁶.

La journée se poursuit par un rassemblement à la gare d'Haydarpaşa d'où les premiers déportés sont partis vers le désert oriental ; on y scande leurs noms en élevant leur portrait, mais on y interpelle surtout l'Etat turc qui « porte la responsabilité du crime de génocide »¹⁷ [Photos ci-dessous].



¹⁶ Pierre Hamdi, « Commémorations du génocide arménien à Istanbul », art. cit

¹⁷ Ibid.

Une partie des quelques centaines de manifestants se rend ensuite sur la tombe de Sevag Şahin Balıkcı signifiant par là-même le lien de continuité entre le génocide, sa négation et la poursuite de la répression, mais aussi de la violence à laquelle sont confrontés aujourd'hui encore les Arméniens ainsi que toutes les autres minorités de Turquie (notamment kurdes et alévis)

Faire du passé une force au présent

Les commémorations, et en particulier celle du centenaire dont la forte charge symbolique n'est pas à démontrer, sont fonctionnelles à intégrer par en bas, à incorporer à l'histoire et à la mémoire collective turque le génocide arménien ; une nécessité perçue par un nombre grandissant de personnes au sein de la société civile comme essentielle à la « démocratisation » du pays¹⁸. Il ne s'agit donc pas du seul « devoir de mémoire », qui « engendre la repentance » et non la responsabilité ; mais bien de faire du passé une force au présent¹⁹.

[...] whereby Turkish society erases from its memories a portion of its history and revises history to conform to its present desires, écrit Taner Akçam, it is not only content to pretend nothing happened, but at the same time, it preserves the mentality that allowed for the violent outbursts and barbarisms of that period in the first place, and thereby allows that mentality to persist²⁰.

Le chemin parcouru au cours de ces cinq dernières années est important : une trentaine de villes de Turquie commémorent aujourd'hui le génocide arménien ; des manifestations d'envergure qui indiquent des modifications sensibles dans le niveau de conscience de la population. Comme le relevait Boris Adjémian et Mikaël Nichanian dans un récent article, cela démontre combien « les commémorations ne sont pas seulement des révélateurs de l'état de l'opinion et de la société, mais qu'elles sont aussi parfois des événements fondateurs, qui contribuent directement à une prise de conscience et à une transformation des mentalités. »²¹

A cela s'ajoute des demandes toujours plus nombreuses provenant de la

¹⁸ Taner Akçam, *From Empire to Republic*, p. xi

¹⁹ Esther Benbassa, « A qui sert la guerre des mémoires », in P. Blanchard, I. Veyrat-Masson (dir.), *Les guerres de la mémoire. La France et son histoire*, Paris, La Découverte, 2008, p. 252-260.

²⁰ Taner Akçam, *From Empire to Republic*, p. 220.

²¹ Boris Adjémian, Mikaël Nichanian, « Du centenaire de 14-18 à celui de 1915 », art. cit., p. 88

société civile pour que toute la lumière soit faite sur ces événements et que l'Etat turc reconnaisse les crimes commis. Cela implique de briser le récit national héroïque érigé par Mustafa Kemal Atatürk, « inconciliable » avec le génocide arménien. Une mémoire officielle fondée sur la négation et l'oubli, et basée non seulement sur le « sentiment de culpabilité » mais aussi sur les « humiliations passées » (pertes de territoire, défaites militaires etc.)²².

Lors du centenaire, quelques centaines de kémalistes en étaient les témoins vivants. Cherchant à troubler la manifestation organisée en fin de journée, dernier acte des commémorations, ces nationalistes avaient adopté une attitude bien connue. Enveloppés dans le drapeau turc, ils scandaient à qui voulait les entendre



avoir protégé la patrie et n'avoir fait que leur devoir ; des arguments répétés à l'envi par tous ceux qui cherchent à réfuter les crimes. Ils ont été, il est vrai, très vite contenus par une police lourdement armée [Photo ci-dessus].

Alors que le soir tombait, environ 10'000 personnes marchaient vers la place Taksim. Cette année, à Istanbul, les manifestants ont dû se contenter des abords de la place protégée par un cordon policier. L'interdiction d'utiliser Taksim pour cet anniversaire

²² Ibid, p. 271.

était sans doute liée tant au poids symbolique et au rayonnement international qu'allaient inévitablement prendre les commémorations en 2015²³, qu'à la volonté gouvernementale de ne pas laisser la place au mouvement ouvrier et syndical pour la manifestation du 1^{er} mai. Il est vrai, depuis les grandes manifestations de contestation de la politique d'Erdogan en juin 2013, le gouvernement y interdit tout rassemblement d'envergure. Une décision contestée dans la rue le 1^{er} mai dernier et fortement réprimée par la police turque à coups de canon à eau et de gaz lacrymogènes (223 personnes arrêtées et 24 blessés).

Les milliers de manifestants rassemblés pacifiquement aux abords de Taksim, brandissaient des pancartes où on pouvait lire des appels tels que « Etat assassin, vous allez devoir rendre des comptes ! », « La résistance c'est nous, le génocide c'est eux » ou encore « Nous sommes tous et toutes des Arméniens » [Photos ci dessous].



²³ Voir notamment Boris Adjemian, « Le génocide arménien entre objet de mémoire et objet politique. Regard sur le centenaire de 1915 », Observatoire du centenaire-Paris Sorbonne (https://www.univ-paris1.fr/fileadmin/IGPS/Adj%C3%A9mian_-_entre_m%C3%A9moire_et_politique.pdf)

La mémoire principalement « militante » du génocide arménien s'est inscrite ainsi aussi sur le terrain des commémorations du centenaire, mêlant diaspora arménienne et jeunes militants turcs, kurdes et arméniens issus de la société civile et/ou des mouvements de la gauche politique et syndicale en Turquie²⁴. Les deux composantes majoritaires de la manifestation ont mobilisé des répertoires d'action différents : les uns scandaient des slogans, les autres marchaient silencieusement dans le recueillement et la solennité. Les commémorations se sont terminées par un sit-in devant le Consulat de France où musique, récitations et discours appelant à se souvenir pour mieux lutter au présent se sont poursuivis jusqu'à la nuit tombée [Photo ci-dessous, voir aussi <https://www.youtube.com/watch?v=66WBmRnyHF0&feature=youtu.be>].



²⁴ Boris Adjémian, Mikaël Nïchanian, « Du centenaire de 14-18 à celui de 1915 », *Etudes arméniennes contemporaines*, n°2, 2013, p. 65-88.

Porte parole de cette « mémoire blessée en attente de réparation et de justice »²⁵, la diaspora arménienne a clairement énoncé ses revendications au cours de cette journée intense: la reconnaissance du génocide arménien par l'Etat turc, le droit au retour des petits-enfants des victimes, la compensation et la restitution. Le lendemain certains d'entre nous se sont rendus au Parc Gezi, lieu de mobilisation important de la jeunesse en 2013 [Photos ci-dessous].



Une petite terrasse ombragée nous attendait ; il paraît que le parc était un ancien cimetière arménien confisqué par l'Etat dans les années 1930. Nous avons encore à l'esprit ce slogan récité par la diaspora en arménien à peine quelques heures auparavant: « *nous avons existé dans ces terres, nous existons encore et nous existerons dans l'avenir* ».

*Observatoire
du Centenaire*

²⁵ Boris Adjémian, « Le génocide arménien entre objet de mémoire », art. cit.